

ACCUSONS LE CAPITALISME



UNION DES RÉVOLUTIONNAIRES-COMMUNISTES DE FRANCE

CONSTRUCTION DU PARTI -

La classe ouvrière n'a pas son Parti : construisons-le !



NON AU PACTE MEDEF-HOLLANDE ! SAUVONS LA SÉCURITÉ SOCIALE !

Le pacte de responsabilité, signé entre Hollande et Gattaz, va amputer la Sécurité sociale de près de 20 milliards d'euros supplémentaires et de 10 milliards tout de suite.

La faiblesse prolongée de l'opposition anticapitaliste au pacte de responsabilité a pour résultat d'attiser les appétits du patronat contre les intérêts des travailleurs. Le Groupe CDR (Front de Gauche-PCF) n'a certes pas voté la confiance au gouvernement Valls, mais l'union proposée avec l'aile « gauche » de la social-démocratie par Pierre Laurent inclut des partisans de ce pacte anti-populaire. Pourquoi ? Parce que la gauche réformiste situe son action dans le cadre de l'aménagement de l'UE et du capitalisme. Face au pacte de responsabilité, le PCF et la CGT déclarent, le 24 juin 2014 : « *Le syndicalisme européen doit travailler à une relance de l'investissement pour une construction sociale de l'UE* » NON ! On ne peut pas conti-

nuer à faire croire aux travailleurs que le capitalisme et l'UE peuvent être transformés, alors que les monopoles capitalistes règnent en maître. Il faut reconstruire un véritable Parti communiste, forger une large alliance anticapitaliste pour que les travailleurs s'engagent dans la voie du renversement du capitalisme ! Ainsi le réformisme fait-il le dos rond vis-à-vis de Valls et Hollande, qui s'attaquent aux droits les plus fondamentaux obtenus par le sang versé des travailleurs contre l'occupant nazi et les milices de la bourgeoisie collaboratrice.

Mise en place par Ambroise Croizat, ministre communiste du gouvernement à la Libération, la Sécurité sociale stipule dans son article 1 : « *Il est institué une organisation de la sécurité sociale destinée à garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature, susceptibles de réduire ou supprimer leurs capacités de gain* » Voilà pourquoi des attaques incessantes du Capital sont orchestrées

contre la Sécurité sociale. La Sécurité sociale est une conquête des travailleurs et du PCF qui en 1945 était encore un parti engagé dans la lutte révolutionnaire.

L'offensive du Capital contre la sécurité sociale

La destruction de la Sécurité sociale s'inscrit dans la stratégie des monopoles d'annulation de toutes les conquêtes sociales du XXème siècle, stratégie appliquée avec zèle par la droite et la social-démocratie. Depuis les années 60, le patronat exige que les salariés prennent la responsabilité de se couvrir individuellement contre la maladie et les accidents. Les gouvernements qui se sont succédé dans l'histoire de la Vème République vont réduire toujours plus les dépenses de santé et rogner les principes fondateurs de la Sécu. Les ordonnances de 1967, sous De Gaulle, vont briser l'unité de la Sécu en l'éclatant en plusieurs caisses autonomes. Les droits démo-

cratiques sont cassés et les élections administratives supprimées. Le plan Juppé en 1995 accorde au Parlement le droit de limiter les dépenses de santé. Rocard (PS) avait auparavant organisé la fiscalisation croissante des cotisations Sécu, payées uniquement par les salariés avec ou sans emploi ! Le taux est passé de 1,1% à 7,5% aujourd'hui. L'esprit de la Sécurité sociale, où la communauté doit participer à son financement pour permettre à tous d'avoir des droits pour bien vivre, bien se soigner, bien travailler et bien vieillir, est remis en cause constamment par le Capital. C'est cette solidarité qui est attaquée par la bourgeoisie, à travers le pacte Hollande-MEDEF, avec la complicité de ceux qui font semblant de le combattre et qui laissent faire en réalité.

Reconquérir la Sécu !

D'ores et déjà, plusieurs milliards d'euros d'économies ont été réalisés et sont annoncés dans le secteur de la santé, prolongeant l'affaiblissement des hôpitaux publics et les attaques continues contre les retraites déjà mises à mal. Un tiers des assujettis ne peuvent plus se soigner ; tout le monde est pourtant mis à contribution, y compris les personnes handicapées, mais évidemment pas les profits du Capital. Le montant moyen des remboursements a chuté, alors qu'il est déjà en dessous de 55% ; et cela va s'aggraver en imposant de plus aux salariés la cotisation à une mutuelle.

C'est la rentabilité financière, c'est-à-dire la recherche du profit maximum, qui prend le pas sur toutes les garanties sociales. La politique du Capital, mise en œuvre dans tous les États de l'UE, favorise le transfert des cotisations populaires vers la capitalisation des mutuelles, assurances privées et fonds de pension. La protection sociale et la santé sont devenues une marchandise pour le capital, susceptible de réaliser des profits.

Les communistes de l'URCF luttent pour le socialisme-communisme, où comme en URSS, la santé était totalement gratuite et financée uniquement par les bénéfices des entreprises nationalisées, sans aucune cotisation de travailleurs. Mais dans l'immédiat, l'urgence impose de sauver et de développer la Sécurité sociale, sur la base de ses principes fondateurs, pour assurer le droit à la protection sociale et à la santé gratuite. Cela exige que le mouvement ouvrier et populaire s'engage dans des luttes et des grèves pour faire reculer le Capital et tuer dans l'œuf le pacte de responsabilité.

C'est pourquoi nous vous invitons à signer la pétition suivante :

Tous ensemble pour défendre la sécurité sociale !

- Pour le retour plein et entier aux principes fondateurs de la Sécurité sociale de 1945
- Pour le droit à la protection sociale et à la santé gratuite
- Nationalisation sans indemnisation des monopoles pharmaceutiques !
- Taxation des profits pour financer la Sécu !

La santé n'est pas une marchandise : arrêt des fermetures de services et d'hôpitaux !

Retour aux élections administratives démocratiques pour gérer les caisses !

L'URCF, le 16 octobre 2014



Qu'est-ce que l'URCF ?

L'Union des Révolutionnaires-Communistes de France – Construction du Parti (URCF) est engagée dans le processus de luttes pour refonder le Parti communiste de France, sur la base des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste. Elle regroupe des communistes français et immigrés issus de la classe ouvrière, vivant et militant à ses côtés. L'URCF a été créée par des communistes ayant combattu la ligne réformiste du PCF. Elle a rompu avec ce parti rallié à l'économie de marché, à la construction européenne, à l'anticommunisme et l'antisoviétisme. L'URCF combat stratégiquement pour renverser le capitalisme, source des maux dont souffre l'immense majorité de la population, au moyen de la révolution socialiste. Elle soutient le syndicalisme de lutte de classe et s'oppose à la cogestion et à toute forme de collaboration avec le Capital.

Avec la campagne "Accusons le capitalisme", dont elle est l'initiatrice, l'URCF cible la propriété privée des moyens de production et la dictature du Capital, obstacles à l'émancipation des travailleurs. L'URCF s'inscrit dans le combat pour la renaissance du mouvement communiste international, la lutte contre les guerres impérialistes, la solidarité avec les peuples en lutte, en particulier ceux victimes de l'impérialisme français, et avec les pays qui construisent le socialisme (Cuba, RPD de Corée). L'URCF agit pour la rupture avec l'UE, l'OTAN, les autres organismes impérialistes en lien avec la lutte pour un changement de mode de production : le socialisme/communisme. Son but est la construction d'une société socialiste basée sur le pouvoir de la classe ouvrière et des travailleurs.

La classe bourgeoise exploiteuse dispose d'une multitude de partis à son service pour tromper les masses et donner une façade démocratique à sa dictature.

Seule la classe ouvrière n'a pas son parti pour défendre ses intérêts. Pour vaincre, elle a besoin d'un Parti communiste. Pour le construire dans les luttes et préparer la révolution socialiste, rejoignez l'URCF !



LISEZ INTERVENTION COMMUNISTE

Le journal de tous les travailleurs

BULLETIN D'ABONNEMENT

1 an : 19 €, Étudiants, Privés d'emploi : 10 €, Soutien à partir de 30 €

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

VILLE : _____

Chèque à l'ordre des " AMIS D'OULIANOV " B.P.40084
75862 PARIS cedex 18

Consultez notre site : www.URCF.fr

Imprimé par nos soins - Ne pas jeter sur la voie publique

Notre site www.URCF.fr